

« J'ai juste témoigné en justice »



Robert Mollimard, professeur de médecine, fondateur de la Société de tabacologie (qu'il a présidée jusqu'en 2004) et du diplôme interuniversitaire de tabacologie, a dans les années 1990 fait partie du groupe « additifs aux produits du tabac » piloté par le ministre de la santé.

« Effectivement, je responsable scientifique de Philip Morris Europe, Jean Marcovitch, a refusé si m'aider financièrement jusqu'en 1998. Je ne m'en souvenais pas mais viens de retrouver sur mon ordinateur une lettre qui le confirme. Je n'ai jamais, à titre personnel, touché un euro de ces financements. Ils ont été versés à l'association Naturalia et Biologia pour payer la technicien de mon laboratoire et acheter des rats. Jamais Philip Morris ne m'a demandé d'orienter mes recherches dans tel ou tel sens. La seule chose que j'ai faite pour eux, à la demande de M. Marcovitch, c'est de leur fournir un témoignage écrit dans le cadre d'un procès aux États-Unis où ils étaient accusés d'ajouter de la nicotine à leurs cigarettes pour augmenter la dépendance des fumeurs. »

Il y a de plus une infiltration par l'industrie pharmaceutique de tous les organismes de décision, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Ils cherchent à faire du tabagisme passif un problème majeur de santé publique, ce qu'il n'est pas. Cette manipulation scientifique est destinée à permettre la mise en place de lois coercitives qui visent à pousser les fumeurs au sevrage pour qu'ils deviennent les nouveaux clients des laboratoires pharmaceutiques. Les cigaretteurs ne peuvent pas riposter : ils ne peuvent faire de la publicité que chez les marchands de tabac. En face, les grands laboratoires font des réclames pour leurs patchs – qui sont de purs placebo – sur les affiches, les bus et à la télévision. »

« Je dois beaucoup à M. Marcovitch »



Jean-Pol Tassin, neurobiologiste, directeur de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et professeur au Collège de France, président du conseil scientifique de la Mission Interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies (MILDT) depuis 2000.

« Jean Marcovitch m'a proposé un financement en 1986. J'ai décliné. Deux ans plus tard, quand notre labo a eu des soucis financiers, j'ai rappelé. Cette subvention amicale ne m'a pas posé de problème éthique. Elle n'a rien influencé mon discours sur la nicotine. »

« Je dois beaucoup à M. Marcovitch. Son intervention m'a vraiment aidé : près de 40 000 euros en moyenne par an pendant onze ans, c'est appréciable. Je ramenaient environ 10 % du budget du labo, qui comptait 60 personnes. Quand j'avais besoin d'un appareil, le service ne me le refusait jamais. C'est le seul avantage dont j'ai profité. On leur coûtait "la moitié de l'aile avant gauche d'une formule 1 aux 24 heures du Mans", disait Marcovitch. »

« Je ne ferais plus appel à de tels fonds »



Jean-Pierre Changaux, neurobiologiste à l'Institut Pasteur, élu professeur au Collège de France en 1975, où il occupera la chaire « Communications cellulaires » jusqu'en 2006. Ancien directeur de l'Homme neuronal (Fayard, 1983), il a présidé le Comité consultatif national d'éthique de 1992 à 1998.

« Me suis-je préoccupé de des aspects déontologiques liés au financement de mon laboratoire par le Council for Tobacco Research (CTR) ? Oui. Il était bien connu à l'époque que les industriels du tabac avaient publié des données faussées et fait de la publicité mensongère sur le tabagisme. Je présidais alors le Comité consultatif national d'éthique. Pour moi, l'essentiel était la liberté de la recherche, sans mainmise du CTR, ce que j'ai obtenu. Comme le montre notre article publié en 1998 dans *Nature*, financé partiellement par le CTR, nous avons confirmé la dépendance à la nicotine sur un modèle animal, et analysé le rôle du récepteur de l'acétylcholine dans cette dépendance. Ce travail a ainsi contribué à montrer que les allégations des cigaretteurs sur l'absence de dépendance. »

Notre financement par le CTR et RJ Reynolds s'est fait en toute transparence, avec l'accord de ma hiérarchie à l'Institut Pasteur, et la mention de ces financements dans les articles publiés. Il va de soi que, depuis des années, nous ne recevons plus de tels financements, et qu'aujourd'hui je ne ferais certainement plus appel à des fonds de cette nature. En effet, même si la dangerosité du tabac est scientifiquement établie, le tabagisme est toujours un fléau mondial et les marchands de cigarettes sont toujours très puissants. »

Philip Morris avait besoin d'informations pointues sur la recherche. J'étais un expert reconnu, et notre financement n'était pas conditionné aux résultats obtenus. La proposition du choix du journal, c'était pour leur faire plaisir. On ne nous a jamais dit de viser tel ou tel journal. On a publié quelques articles sur la nicotine, mais c'était pour justifier nos travaux, et notre financement n'était pas conditionné aux résultats obtenus.

C'est très intéressant de visiter leurs usines. Ils ont une rigueur extraordinaire, ils vérifient en permanence la qualité de leurs produits. Ils sont infiniment plus rigoureux que n'importe quel scientifique. Ils ont l'argent pour ça. J'ai continué à voir M. Marcovitch après sa retraite. Il avait mille roses dans son jardin. On refaisait le monde. Il incarnait le contraire de l'image qu'on peut avoir de l'industrie du tabac. Quand le labo a fermé, en 2009, Jacques Glowinski m'a appelé. Il restait un reliquat de 25 000 euros de Philip Morris. Je l'ai récupéré. »